

SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DE SAINT-QUENTIN

fondée en 1825

Reconnue par ordonnance royale du 13 août 1831
en son Hôtel de Saint-Quentin
9, rue Villebois-Mareuil

Conseil d'administration

Président.....	M. André TRIOU
Vice-présidentes.....	Mme Monique SÉVERIN Mme Arlette SART
Secrétaire.....	Mme Geneviève BOURDIER
Archiviste.....	Mme Monique SÉVERIN
Bibliothécaire.....	Mme Arlette SART
Trésorier.....	M. Jean-Paul ROUZÉ
Conservateur du musée.....	M. Dominique MORION

Anciens présidents, membres de droit.....	M. Jean-René CAVEL M. Francis CRÉPIN M. Bernard DELAIRE
--	---

Membres.....	M. Christian CHOAIN M. Thierry COMBLE M. Jacques LANDOUZY M. Jacques LEROY M. Alain PECQUET Mme Josiane POURRIER M. Jean-Louis TÉTART
--------------	---

Conférences et sorties

JANVIER : *Assemblée générale.*

Habitations ouvrières et pouponnières : un autre visage de Saint-Quentin, par Francis Crépin.

À la fin du XIX^e siècle les progrès industriels entraînent la disparition du travail à domicile ou en atelier qui font place à de grandes manufactures. Il faut loger l'ouvrier pour son confort et pour son « rendement ». À Saint-Quentin, cet élan social débute avec la création de la Société civile pour la construction des cités ouvrières en mai 1861.

La Société industrielle crée en 1873 la Société des maisons ouvrières. La loi Siegfried de 1894 promeut la construction d'habitations à bon marché (HBM). Les premières cités ouvrières datent de cette époque, notamment la Cité de Mulhouse avec ses petites maisons serrées. Le mot clé est l'hygiène. Il faut construire solide et sain, combattre l'insalubrité. Une initiative remarquable est la construction, rue de Guise, du n° 215 au n° 233, de maisons hygiéniques pour familles nombreuses, financées en 1911 par le bureau de bienfaisance. Elles sont toujours là, belles et solides.

À Saint-Quentin, on ne construit pas d'habitations en commun pour la classe ouvrière comme à Guise et on préfère la formule des maisons individuelles. Lors de la reconstruction de la ville en 1922, l'habitat ouvrier devient l'affaire du patronat. L'usine loge son personnel. D'immenses cités ouvrières voient le jour, un peu excentrées par rapport au lieu de travail car les terrains sont rares.

Une multitude de maisons ouvrières jalonnent les rues de la ville, mais plusieurs grands ensembles s'imposent dans le plan de Saint-Quentin : ainsi la belle cité Daltroff, route de Guise, construite avant la guerre puis restaurée ; la cité de la Cotonnière ouvrant sur la rue de Vermand : un enclos de belles maisons en brique et en pierre ; la cité Touron, rampe Saint-Prix, avec ses pavillons de quatre logements ; tout près de là, la cité du personnel de la Fraternelle et son plan radial très particulier.

Mais cela est peu de chose comparé aux deux immenses ensembles construits par l'entreprise David et Maigret sur les hauteurs du chemin de Fayet : une cité de 150 logements et un groupe imposant de pavillons de quatre logements avec jardin rue du Docteur Cordier, le tout de belle facture. Les établissements Hugues, du groupement de la Cotonnière, font édifier un magnifique ensemble de maisons accolées avec jardins. Toutes ces constructions résultent de véritables projets architecturaux.

Au début du siècle dernier, la main-d'œuvre dans le textile est surtout féminine. Pour garder les enfants, de nombreux patrons font édifier des pouponnières. Celle de David et Maigret abrite l'école maternelle du même nom. Dans les classes, on peut encore voir sur les murs les peintures de Gabriel Girodon pour le plaisir des bambins qui découvraient les animaux de la jungle. La pouponnière Hugues a abrité le théâtre Cyrano. Celle des établissements Waendendriesche, route de Guise, a été détruite pour construire une station de lavage de voitures.

FÉVRIER : *Souvenir d'un négociant saint-quentinois*, par Pierre Trannois.

Pierre Trannois a brossé un tableau de l'approvisionnement en fruits et légumes pendant un demi-siècle et son exposé a suscité dans la salle de nombreuses questions sur son métier de grossiste en fruits et légumes qu'il a exercé durant de longues années à Saint-Quentin.

Ces échanges ont permis d'évoquer les petits jardiniers qui, avant 1914, autour de la ville et notamment dans les marais le long de la Somme, cultivaient des légumes pour les vendre sur le marché de Saint-Quentin. Ils transportaient leur récolte dans des petites voitures tirées par un âne, parfois un cheval. Ceux qui avaient peu

de marchandises à vendre venaient avec deux paniers à grandes anses aux bras. D'autres maraîchers venaient de Ham. La place Sainte-Marguerite (aujourd'hui place du Palais-de-Justice) leur était réservée. Ils arrivaient vers deux heures du matin dans des charrettes à cheval. Enfin, il y avait les grossistes collecteurs qui ramassaient les petites productions dans la région. Les ménagères venaient y acheter les premières fraises, les premiers radis. Mais on y voyait aussi les dames du monde suivies de leur cuisinière et d'un porteur pour le panier à légumes.

Après la dernière guerre, il n'y a plus de chevaux, plus d'écuries, plus de fumier pour réchauffer la terre. Les terres sous couches des jardiniers sont chauffées au charbon, au fuel ou au gaz. Et l'arrosage est automatisé. Commence alors la surproduction des produits agricoles. La concurrence, le changement de goût des consommateurs qui peuvent enfin choisir autre chose, entraînent la déroute de la production et du commerce des fruits et primeurs. Les légumes de gros rendement – pommes de terre, choux, haricots en grains, *etc.* – ne sont plus prisés. Les agriculteurs font pousser dans des serres chauffées laitues, concombres, tomates, endives...

Le grossiste se met à vendre des produits qu'il fait venir de Provence, de Bretagne, mais aussi d'Espagne et d'Afrique du Nord. Des auditeurs ont rappelé les noms des marchands, maraîchers et grossistes qui avaient pignon sur rue dans la ville et ont aujourd'hui disparu.

La banane, fruit exotique, est très prisée et les grossistes deviennent mûrisseurs. Elle arrive verte sur sa hampe et il faut en faire un fruit jaune et délicieux. De fruit de luxe, elle devient un produit de grande consommation. Arrivés à la mûrissérie, les régimes sont pendus. Un brûleur à gaz assure une température de 22 à 25 degrés. Le gaz de ville, un peu humide, convient à la maturation. Il est bientôt remplacé par le gaz de pétrole, mais celui-ci dessèche les fruits qui ne sont plus vendables. Les installations deviennent obsolètes. Après 1970, toutes les mûrisséries sont transformées et des appareils électroniques permettent un meilleur réglage de la chaleur.

MARS : *Des arbres autrefois à Saint-Quentin et alentours*, par Monique Séverin.

Certains arbres ont vécu très longtemps et laissé leur légende : le chêne brûlé à Bohain, l'arbre de Chambry à Mesnil-Saint-Laurent, celui de Sommescaut à Beaufort, celui des protestants à Omissy. Maurice Quentin de la Tour, épris de bienfaisance, disait aux arbres à la fin de sa vie : « Tu seras bientôt bon pour chauffer les pauvres ! » Les arbres de la Liberté, la ville en planta quatre de 1792 à 1798 et s'en offrit un autre en 1848.

Des bals et des soirées étaient organisés sous les beaux arbres des jardins de Bellevue. Les couples s'ébattaient sous les feuillages des ormeaux au hameau de Rémicourt. Bagatelle fut le parc abondamment boisé d'une magnifique propriété privée avant d'être celui de la voirie. Monsieur d'Y, à Omissy, prêtait ses arbres pour la fête communale. Arbre remarquable, le marronnier de Montplaisir périt de mort violente en 1908, et ce fut un deuil pour le quartier.

À Saint-Quentin au XVIII^e siècle, les arbres publics des places et des faubourgs

sont au nombre de 86. Les marronniers de la rue de Baudreuil, plus tardifs, ont été plantés en 1855. En 1862, un rentier s'occupe à compter les arbres de la ville : 4 038 aux Champs-Élysées, 1 231 sur les places et boulevards, soit un total de 5 269.

Les énormes hêtres pourpres du jardin d'horticulture datent de 1870. La partie sud des Champs-Élysées fut replantée après 1920 avec des arbres d'ornement offerts par la ville de Lyon, marraine de Saint-Quentin. La partie nord n'a pas subi de destruction pendant la première guerre mondiale. Dans les années 1980, il fallut bien admettre que certaines essences étaient au terme de leur existence. En 1985, 200 tilleuls sont abattus dans l'allée centrale et remplacés par 200 platanes *acrifolia*. En 1992, on arrache les marronniers plantés en 1830 le long de la rue de Baudreuil et on les remplace par des robiniers ou faux acacias. En 1994, on prépare un plan de remplacement progressif des arbres. D'après Élie Delval, les Champs-Élysées comptent, en plus des dernières plantations, 477 tilleuls, 234 érables, 94 marronniers, 45 hêtres, 6 séquoias, 2 ginkgo biloba, soit 856 arbres.

Après la Grande Guerre, les immeubles bordant la basilique sont démolis et le square De La Tour est installé et garni de plantations en 1929. Des 44 érables *sycomores* 32 ont subsisté. Il y avait aussi 422 arbustes à feuilles persistantes, 75 à feuilles caduques et 12 arbustes conifères.

Dans les jardins privés, celui du sous-préfet, celui d'Emmanuel Lemaire à l'angle de la rue Charles Picard et du boulevard Gambetta, celui de la maison Louis XV du 46 rue d'Isle, celui des Gorisse rue Voltaire, des Gibert rue de Baudreuil, de la banque Journal rue d'Isle, celui des Sœurs de la Croix et de leur maison de retraite, il y avait de très beaux arbres pour la plupart aujourd'hui disparus. De beaux parcs existent aussi au château de Marteville, à l'abbaye de Vermand. Les parcs et les bosquets jouaient jadis leur rôle dans les fêtes patronales.

Notre carillonneur, Gustave Cantelon, adorait les arbres : « Ce sont mes amis. Quand j'en vois abattre un, mon cœur pleure ». Charles Poëtte nous a laissé un plan détaillé du bois d'Holnon, avec les 50 légendes de lieudits.

Mme Séverin, la mémoire de notre ville, a évoqué les souvenirs familiaux des Séverin depuis 1850 à Le Verguier. Elle a toujours aimé les arbres ; toute petite, elle s'était construit une chambre sur une branche de platane.

AVRIL : *Les dessertes ferroviaires de Saint-Quentin depuis 1850*, par Jacques Leroy.

On parle d'une ligne Paris-frontière belge en 1831. Après 20 ans de discussions sur le tracé, elle est inaugurée le 9 juin 1850 par le prince-président Napoléon Bonaparte. Reliée à Maubeuge en 1854, Saint-Quentin est désormais le point de départ de toutes les villes du Nord et de l'Est, jusqu'à Moscou (directs avec wagons-lits à partir de 1960) dans des trains aux noms prestigieux : Nord-Express, Étoile du Nord, Oiseau bleu. La mise en service du TGV Nord, en 1994, met fin à ces trains qui faisaient la fierté et la réputation du Nord.

La ligne Saint-Quentin-Origny-Sainte-Benoîte, ouverte en 1874, reliée à Guise en 1875, dessert 14 communes sur 40 kilomètres. En 1884, la Compagnie du

Nord ouvre la ligne Busigny-Hirson et la prolonge jusqu'à Guise en 1914. On ouvre les lignes Mézières-sur-Oise-Vendeuil en 1898, Ribemont-La Ferté-Chevrésis en 1900, Saint-Quentin-Ham en 1910 et 1912, Vendeuil-La Fère en 1935.

La baisse de la fréquentation entraîne la fermeture de la ligne Ribemont-La Ferté-Chevrésis et celle de Laon-La Ferté-Chevrésis-Guise en 1936. Elles seront rétablies de 1941 à 1942. Pendant la seconde guerre mondiale, la ligne La Fère-Mézières-sur-Oise, utilisée comme voie de détournement, voit passer les rapides Paris-Berlin. La ligne Origny-Sainte-Benoîte-Guise est fermée en 1965. Celle de Saint-Quentin-Origny-Sainte-Benoîte n'est plus utilisée que pour les marchandises depuis 1968.

La ligne Vélou-Bertricourt est ouverte en 1880. Après des manœuvres militaires dans la région de Vermand, le président de la République, Félix Faure, vient passer les troupes en revue. La Compagnie du Nord apporte son aide pour le transport de 32 000 voyageurs venus de toute la France. Exploitée jusqu'en 1955 pour les voyageurs, sa fermeture entraîne la disparition des trains de pèlerinage pour le bois d'Holnon. La fermeture définitive a lieu en 1990.

La ligne Denain-Caudry-Le Catelet-Saint-Quentin fait partie d'un réseau de tramways à vapeur à voie étroite (un mètre). Elle est ouverte de Saint-Quentin-Cambrésis au Catelet en 1892. Endommagée pendant la première guerre mondiale, elle n'est rouverte qu'en 1923. En raison de la faiblesse du trafic, elle est fermée en 1936.

Jacques Leroy nous parle enfin des tramways et de la voie de 60 avec ses wagons Decauville qui, en 1919, a permis d'enlever 250 000 m³ de décombres dans les rues de Saint-Quentin crucifié.

MAI : Participation à la journée de la Fédération organisée à Guise par la Société archéologique et historique de Vervins et de la Thiérache.

JUIN : *Mes recherches sur Internet : des Charavel aux Crommelin*, par Maryse Trannois.

Férue d'Internet dont elle a découvert les infinies possibilités, Maryse Trannois a expliqué comment, avec du savoir-faire, de l'astuce et aussi un peu de chance, elle a pu mener à bien des recherches sur certains sujets pour la Société académique, mais également des recherches personnelles, et comment s'est créé autour d'elle un réseau de correspondants dont beaucoup sont devenus des amis.

Ordinateur et projections sur écran émaillent son propos, bâti non comme un cours mais dévoilant la progression de ses recherches et les surprises qu'elles lui ont réservées. Elle nous a parlé d'une façon ludique et fort intéressante de ses recherches sur l'architecte Charavel lors d'une sortie d'été à Roupy ; de sa découverte d'un deuxième Charavel, le frère de ce dernier, peintre fresquiste ; de la façon dont elle a déniché, par le biais de sites comme celui la bibliothèque inter-

universitaire de médecine de Paris, tous les renseignements sur la carrière du docteur Brouardel, de Saint-Quentin.

Puis sont venus les amis : Philippe, de Chartres, pour des recherches généalogiques ; Franck, de Strasbourg, passionné par la Renaissance ; Marie, à propos de Chauny ; Gaétane, future architecte qui travaille sur les écoles de « Plein Air », dont celle de Saint-Quentin.

Et puis, bien sûr, les Crommelin : une simple question, une réponse, puis deux contacts, puis plusieurs, puis des Crommelin de partout qui finiront, invités par la Société académique en 2002, par venir à Saint-Quentin sur les traces de leur ancêtre commun de la grande époque du textile dans cette ville.

JUIN : *Trente ans d'Algérie*, par Suzanne Liétoir.

Dans un décor de riches et chatoyantes tenues de brocart, de mousselines et de satins, de souvenirs ramenés d'Algérie, de semoules diverses, de photos officielles ou familiales, Suzanne Liétoir nous a tout d'abord distribué des documents sur l'histoire de l'Algérie, la guerre d'Algérie, ainsi que la carte de l'Algérie et une liste de livres à découvrir sur le sujet. Puis elle a parlé de ses propres souvenirs. Professeur d'anglais au lycée français d'Alger, elle a rencontré celui qui devait devenir son mari, un Algérien, alors professeur d'arabe. Au Lycée français, elle a eu pour élèves et, par la suite, connu ou rencontré de nombreuses personnes qui ont occupé ou occupent encore des postes éminents dans des universités françaises ou étrangères, dans l'administration et dans la politique.

Mais c'est son parcours personnel qui nous a intéressé. D'abord des années pénibles « surtout 1957-1958 ». Elle demande alors à être affectée dans un lycée parisien ; son mari la suit et achève ses études d'arabe classique à la Sorbonne, puis à l'Institut du monde arabe. Retour en Algérie après 1962. C'est l'indépendance et le gouvernement Ben Bella. Son mari obtient un poste de chargé de mission au ministère de l'Information, puis devient conseiller technique, collègue d'un certain Hervé Bourges qui était, dès juillet 1962, un des rares Français haut fonctionnaire de l'État algérien indépendant. Après le coup d'État de Houari Boumediène, son mari travaille à l'industrialisation de l'Algérie en qualité de directeur de la sidérurgie et de la métallurgie, puis comme inspecteur général des industries légères. Il deviendra, dans les années 1980 vice-président des industries légères. Pendant ce temps Suzanne enseigne toujours au lycée d'Alger où plus de trente nationalités se côtoient. Victime d'un grave accident de voiture en 1968, suivi d'un arrêt de travail de six mois, elle est affectée dans l'enseignement par correspondance jusqu'à sa retraite, ce qui lui donne plus de liberté pour accompagner son mari. « Mes vingt plus belles années en Algérie furent celles de 1963 à 1983 », dit-elle.

Le couple vit dans un très bel appartement qui domine la baie d'Alger. Elle apprécie la nourriture et la façon de vivre du pays. Elle accompagne son mari dans ses missions à l'étranger. Elle reçoit dans son salon des personnages importants, des ambassadeurs. Elle s'assied, seule femme, à la table des hommes. Elle quitte tout brutalement et reviendra en France en 1983, refusant la bigamie de son mari dans

cette Algérie où les hommes ont droit à quatre femmes sur leur livret de famille. La suite de la conférence fut très intéressante grâce aux questions et aux échanges entre plusieurs personnes qui avaient vécu en Algérie ou participé à la guerre d'Algérie ou encore qui aimaient ce pays. Un brouhaha « comme là-bas », en somme.

JUILLET : *Remise de la médaille de Chevalier des Arts et des Lettres* à l'hôtel de ville de Saint-Quentin, par M. Denis Rolland, président de la Fédération des Sociétés d'histoire et d'archéologie de l'Aisne, à M. André Vacherand, secrétaire général de la Société académique depuis 25 ans, et à M. Jacques Landouzy, tailleur de pierre, graveur marbrier, à qui l'on doit de nombreux monuments et stèles, tous deux membres de la Société académique de Saint-Quentin.

AOUT : *Sortie à Péronne* organisée par MM. Morion et Mareuse : visite d'un salon décoré de fresques à la Caisse d'Épargne, visite du musée Danicourt et promenade au Fort Caraby.

Nous sommes accueillis par M. Therby, vice-président de la Société historique de Péronne, et M. Morion qui nous fait visiter la salle du conseil de la Caisse d'Épargne. Cette grande salle est décorée de fresques. Sous les armoiries de la ville figure sa devise : *Urb nescia vinci*. Péronne est aussi appelée La Pucelle, n'ayant jamais été prise avant 1870. Les fresques montrent des vues de la ville : les monuments, le château, le donjon, détruit en 1536, le beffroi, démoli au XIX^e siècle, l'église, la porte de Bretagne – Victor Hugo a cité et dessiné le beffroi – l'hôtel de ville, une partie de la Grand'Place. On peut voir, de chaque côté de l'entrée, des monuments de Paris et, au fond de la pièce, une immense fresque de la Grand'Place de Bruxelles. De fausses colonnes sont ornées d'allégories et de visages : Charles le Téméraire, Louis XI, François I^{er}. Les fresques sont de B. et C. Defaux et d'Henri Pelletier.

Fondé en 1877 par Alfred Danicourt, maire et collectionneur, le musée municipal, installé dans l'hôtel de ville, a été pillé en 1914-1918 puis restauré. Le conservateur, M. De Souza, nous a reçu avec beaucoup de gentillesse et de compétence, et nous a fait découvrir le buste du poète picard Crinon, œuvre de Georges Tattegrain, frère du peintre Francis Tattegrain dont on a pu admirer deux grands tableaux : *Les Verrotières* cherchant des vers pour les pêcheurs dans la baie d'Authie, et *Le naufrage du navire Majestas*. Francis Tattegrain a été tué par un obus en 1915 alors qu'il dessinait le beffroi d'Arras. Nous avons également découvert de nombreux portraits de personnalités locales, quelques œuvres de Charles Henri Michel, des sculptures en bois provenant d'anciennes églises : saint Fursy et ses bœufs, saint Roch et son chien, saint Antoine et son cochon, saint Denis portant sa tête.

Trois grandes salles archéologiques contiennent des centaines d'objets : pierres gravées, monnaies, objets rares, une enseigne de sainte Radegonde dont on avait vu la pierre qui porte son nom.

Robert Embry, président de la Société historique de Péronne, explique le plan et

l'histoire des fortifications de la ville et du CAM, parc construit sur le site des anciens forts et des étangs de la Somme et réaménagé par des équipes de jeunes. Il nous l'a fait visiter avec le savoir d'un spécialiste des fortifications, d'un officier d'artillerie et d'un maître de l'histoire du CAM.

SEPTEMBRE : *Enseigner au XX^e siècle*, par Paule Polvent, en séance publique à la Chambre de commerce.

Madame Polvent, comme on l'appelle tous, aime la lecture et la poésie qu'elle pratique avec classicisme et délicatesse. Mais elle est surtout attachée à l'école. En évoquant Anatole France enfant traversant le jardin du Luxembourg, elle nous a dit tout net son avis sur l'évolution de l'éducation au XX^e siècle. Elle est contre l'apprentissage de la lecture par la méthode globale et pour le retour des cours de morale et d'instruction civique ; elle pense que les enseignants doivent faire preuve d'une autorité maternelle, mais ferme.

Entrée à l'École normale en 1935 et devenue institutrice, elle fait toute sa carrière dans le Vermandois. De son premier poste à Bohain, où elle est nommée en 1938, elle évoque la guerre, les alertes, la descente dans un abri souterrain avec ses élèves et la lecture d'Ernest Perrochon, servant alors d'exutoire ; puis le certificat d'études primaires où une examinatrice, Marthe Lefèvre, coiffée d'un canotier orné d'un ruban tricolore, fait chanter La Marseillaise par les élèves dans la cour d'honneur alors que l'occupant rode.

Elle est nommée à Vermand en 1945. De cette époque, elle raconte ses sorties le long de l'Omignon, les cours de sciences dans la nature avec explications sur la vitesse et le débit, les cours d'histoire avec visite chez les habitants du bourg pour une collecte de souvenirs qui, avec les objets trouvés dans les cimetières, conduisirent à la réalisation collective d'un album sur les origines romaines du lieu.

Elle arrive à Saint-Quentin en 1950 et y enseigne pendant trente-quatre ans. Des écoles primaires de la rue du Général-Leclerc et du boulevard de Verdun en passant par Henri-Martin et La Ramée, elle arrive dans le faubourg d'Isle. Elle est nommée directrice de l'école primaire Marthe-Lefèvre qui deviendra le collège de filles Marthe-Lefèvre puis collège mixte. Elle en est la principale.

Quelle belle carrière d'enseignante au service de l'école, mais surtout des élèves ! Remarquable était l'attention affectueuse qu'elle portait à leur travail, mais aussi à leur personnalité, à leurs difficultés, y adaptant sa pédagogie. « Enseigner, c'est toujours encourager », dit-elle. Voilà pourquoi elle regrette également la suppression des distributions de prix. Elle a marqué de son exemple, de sa personnalité, de sa fermeté des générations d'élèves qui lui en sont reconnaissants et le lui disent. Qu'il s'agisse de ceux rencontrés à Saint-Quentin, d'un professeur agrégé de philosophie en Lorraine ou d'un colonel de l'armée de l'air, tous lui manifestent leur reconnaissance, et cela renforce sa fierté d'être restée fidèle à ses idéaux.

OCTOBRE : *Georges Gry, in picard d'ichi*, par Jean-Pierre Semblat.

Quand on consulte les anthologies de la littérature picarde, on y trouve bon nombre d'Arrageois, de poètes mineurs du Nord et autres paysans de la Somme. On met rarement en avant les littérateurs du Vermandois. C'est cette injustice que Jean-Pierre Semblat a voulu réparer ici.

Après avoir rappelé les noms des écrivains du Vermandois, il en vient à Georges Gry : naissance en 1883, enfance à Gauchy, mariage puis arrivée à Vaux-en-Vermandois, parcours professionnel varié entre représentation et agriculture, engagement et responsabilités politiques.

Maire de Vaux-en-Vermandois et conseiller général du canton de Vermand, Georges Gry est également, entre autres, lauréat des Rosati, et devient membre de la Société académique en octobre 1929. Il est honoré de nombreuses distinctions. Il s'éteint à Vaux le 30 août 1966.

Picardisant puis « picarscrivant », ses contes sont le plus souvent des billets d'actualité, des moments d'histoire à travers les guerres, des analyses psychologiques de personnages typiques de la vie rurale, des réflexions sur la vie et l'amour, avec une place prépondérante donnée à la langue picarde. Il est également historien du costume picard d'avant 1914, géographe-ruraliste des plans de village, spécialiste de la société villageoise et des noms de personnes et de lieux.

Jean-Pierre Semblat a évoqué ses chansons picardes et ses textes poétiques. Il termine par un glossaire et par un « expressionnaire » qui fait goûter mieux encore la saveur des phrases, expressions, tournures, locutions, rébus, proverbes, dictons et autres idiotismes.

Bien qu'à près d'un demi-siècle de distance, comme ils sont proches ces deux-là : Georges, le notable vermandois amoureux du patois, et Jean-Pierre, le conteur friand de la langue picarde. Réunis par les mêmes valeurs, humaine, langagière et ruraliste, et par le même combat linguistique.

NOVEMBRE : *Wilfred Owen, un poète combattant en 14-18*, par Michel Dutoit.

Aîné de quatre enfants, Wilfred Owen voit le jour à Oswestry, dans l'ouest de l'Angleterre, le 18 mars 1893. Son père, Tom, est employé dans une compagnie de chemin de fer. Les faibles revenus du ménage ne permettent pas aux enfants de fréquenter les meilleures écoles et c'est leur mère, Suzan, issue de la bourgeoisie, qui leur transmet ses goûts pour la littérature, la musique, et leur donne une solide culture religieuse.

Wilfred lit beaucoup et s'initie à l'art poétique. Sa mère lui reconnaît des dons et l'encourage. Sans aucune aide pour entrer à l'université, il met fin à sa scolarité en 1911 et cherche un emploi qui lui laisse du temps pour étudier la littérature. Il devient l'assistant du vicaire de Dunsden. Sa personnalité commence alors à se révéler : indépendance d'esprit, compassion, volonté d'écrire.

En septembre 1913, il arrive en France comme professeur d'anglais. En juin 1914, il accompagne une famille et se retrouve à Bagnères-de-Bigorre où il assiste au départ des hommes pour la guerre. Le 21 août, il fait la connaissance

de Laurent Tailhade, auteur satirique qui publie des poèmes et des écrits pacifistes. Rencontre et échanges décisifs pour celui qui travaille seul sa poésie et qui se sent coupable de bénéficier d'une situation privilégiée pendant que d'autres se font tuer.

Les troupes britanniques qui ont transité dans notre région fin août 1914 étaient des bataillons de soldats professionnels. À la suite d'une grande campagne de recrutement, sans équivalent dans l'histoire de l'Angleterre, Wilfred signe son engagement le 21 octobre 1915. Il rejoint le 28^e bataillon de Londres. Il fait ses classes à Londres et ses moments de liberté le conduisent à la Boutique des poètes, librairie tenue par Harold Morro, où il rencontre des écrivains et participe à des lectures publiques. Puis il rallie un camp d'entraînement dans l'Essex. Il arrive en France, au camp militaire d'Étaples, le 30 décembre 1916. Le 1^{er} janvier 1917, il apprend qu'il doit rejoindre un bataillon d'active : le 2^e Manchester. Cette unité a été durement éprouvée lors des combats de Beaumont-Hamel. Wilfred connaît alors sa première expérience de combattant en montant en lignes dans ce secteur. Le 12 janvier, il occupe un poste avancé sous le feu de l'artillerie allemande, près du village de Serre. Il fait froid, il neige. « Ce qui me maintient en vie », dit-il, « c'est le Brandy, la peur de la mort et les lignes majestueuses de la cathédrale, juste en-dessous de nous. C'est Saint-Quentin, inaccessible derrière les scintillantes rangées de barbelés neufs des défenses allemandes ».

Du 8 au 12 avril, repos à Beauvois, puis il repart au combat, subit un bombardement. Le 2^e Manchester atteint son objectif : une tranchée allemande située après le carrefour de la route de Gricourt-Saint-Quentin. Mis en position dans le bois de Savy, Wilfred est projeté par le souffle d'un obus et reste commotionné dans un trou près de la voie de chemin de fer. Souffrant d'un traumatisme, il est soigné en Angleterre. Pendant sa convalescence, il rencontre le poète Sigfried Sassoon. Il peaufine alors sa poésie et acquiert cette maturité dans l'écriture qui lui vaudra d'être reconnu parmi les meilleurs poètes de la Grande Guerre. Le roman de Barbusse *Le feu*, lui fait une très forte impression.

Wilfred rejoint la France le 31 août 1918. Le 29 septembre, son unité traverse Le Verguier qui avait été libéré le 18 septembre par les Australiens. Le même jour, les troupes alliées traversent le canal à Bellenglise. À 15 heures, elles sont à Magny-la-Fosse. La brigade de Wilfred doit poursuivre l'assaut en direction de Joncourt. Isolée au sein des défenses allemandes, elle tient le terrain malgré de violentes contre-attaques allemandes. Pour cette action, Wilfred est proposé pour la Military Cross.

Le 18 octobre, son unité reconstituée il repart au front en passant par Vermand, Bellenglise, Bohain, Busigny, Saint-Souplet et Bazuel, pour atteindre Pommereuil le 30 octobre. Il écrit une lettre à sa mère dans une maison forestière.

Le 4 novembre à 5 heures 45, alors que sa brigade s'élance pour franchir le canal près d'Ors, proche du Cateau-Cambrésis, Wilfred Owen est tué. Il avait 25 ans. Sa mère reçoit l'avis officiel de sa mort le 11 novembre, jour de l'Armistice. Wilfred Owen repose dans le cimetière d'Ors.

DÉCEMBRE : *Ceccaldi, fondateur du journal Le Démocrate*, par Alain Brunet

Le journal Le Démocrate de l'Aisne, par Jacques Piraux, en séance publique à la Chambre de commerce.

M. Alain Brunet, ancien président de la Fédération des Sociétés d'histoire et d'archéologie de l'Aisne, et actuellement président de la Société des amis du *Démocrate de l'Aisne* créée en 1988, a retracé la biographie de Pascal Ceccaldi, le « mousquetaire rouge », né en Corse en 1876.

Issu d'une famille de notables mais peu fortunée, Ceccaldi étudie le droit, devient fonctionnaire puis accède à l'administration préfectorale. Il arrive à Vervins en 1904, en qualité de sous-préfet. C'est son troisième poste.

Il se montre très actif dans son arrondissement et visite tous les comités républicains. Lorsque Paul Doumer, président de la Chambre, vient prononcer une conférence à Chauny, Ceccaldi refuse de s'y rendre car il doit faire face à une grève des vanniers.

Sa carrière prenant un tournant politique, il se fait mettre en disponibilité. Il est investi contre Dupuits, député sortant, fondateur du *Libéral de l'Aisne*, et fonde en 1905 *Le Démocrate Vervinois*. En 1906, il est élu député. Dupuits disparaît en 1907. Ceccaldi se réinscrit au barreau de Paris. Il est, en 1914, l'avocat de Mme Cailleaux. Puis il est réélu contre Jean Richepin. En 1917, il devient président du Conseil général de l'Aisne ; replié à Château-Thierry, il est très actif au profit des régions libérées (réfugiés, foyers du soldat).

Victime des suites de la grippe espagnole, il meurt le 6 novembre 1918, jour de la délivrance de la ville de Vervins où une statue lui sera élevée en 1925.

Le Démocrate de l'Aisne

Jacques Piraux présente son journal, *Le Démocrate de l'Aisne*, créé par Pascal Ceccaldi il y a 97 ans.

Le Démocrate, quotidien qui a changé plusieurs fois de siège, cesse de paraître le 28 août 1914. Le siège est pillé et détruit. En septembre 1919, Antoine Ceccaldi, frère du député, reprend le journal. Il est alors conseiller général et maire de Vervins, mais il échoue à la députation.

Le Démocrate a eu le plus gros tirage du département de l'Aisne, avec vingt personnes employées jusqu'à la Grande Guerre, cinq ensuite. La linotypie est adoptée. De quotidien, le journal devient bi-hebdomadaire puis hebdomadaire. Il reparait le 24 septembre 1944, avant la création de *L'Aisne Nouvelle*, toujours avec Antoine Ceccaldi et J. Escoffier, rédacteur. Ceccaldi délaisse l'affaire qui est gérée par le personnel. Il décède en 1953 et c'est son neveu, Santoni, qui lui succède. La famille du fondateur se désengage en 1987. L'année suivante, une association loi de 1901 est mise en place. Elle rachète les parts des propriétaires et poursuit la publication, toujours appréciée des abonnés.

Le matériel de l'imprimerie date de 1927 (linotype). Il se fatigue, mais peut encore être réparé. Le plomb devient difficile à trouver. Le local attribué au journal est l'ancienne écurie de la gendarmerie de Vervins où il a dû se replier après la démolition, peu justifiée, du bâtiment principal.

Le Démocrate a des abonnés fidèles dans toute la France. Tirage en 2003 : 1 200

exemplaires. Des lecteurs écrivent pour exprimer leur satisfaction. MM. Brunet et Piraux signent les articles. La publication des annonces légales aide à vivre. Les deux hommes, qui soutiennent le journal à bout de bras, aimeraient que l'on fasse autant pour leur imprimerie que pour certaines industries devenues musées. Plusieurs cassettes vidéo tournées dans l'imprimerie sont visionnées, dont l'émission de télévision *Faut pas rêver*.

Autres manifestations

JANVIER : *Participation à la journée « Patrimoine-Nature »* organisée par la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin dans nos locaux.

Charles Feuillette, communication de Monique Séverin.

Charles Feuillette est né le 12 janvier 1883 à Saint-Quentin où son père dirigeait la manufacture Cliff. Il fait ses études secondaires au lycée Henri Martin et étudie la médecine à Paris. Puis c'est le retour et l'installation dans sa ville natale où il épouse en 1913 Renée Bérot-Berger.

Médecin des hospices depuis 1911, la mobilisation le trouve en pleine activité. Il devient aide-major et exerce la médecine et la chirurgie. De retour dans sa ville natale, il assume de nombreuses charges. En 1925 il figure sur la liste du maire Romain Tricoteaux. Il est élu député en 1933 et devient maire de Saint-Quentin en 1935.

Il apporte tous ses soins à la construction de bâtiments complémentaires aux hospices Cordier. Il doit faire face à de nombreux mouvements sociaux pendant le Front populaire et vient en aide aux populations. La seconde guerre mondiale interrompt son mandat. Il est d'abord mobilisé sur place : de nombreux hôpitaux sont installés dans les lycées, écoles et bâtiments publics. Puis vient l'exode de 1940. Il dirige alors un service hospitalier en Corrèze. En 1945, Charles Feuillette reprend son poste de médecin-chef à l'hôtel-Dieu et exerce, avec Georges Bachy, à la clinique Jacques Lescot. À l'âge de la retraite il est encore inspecteur médical des écoles et contrôleur de la Sécurité sociale. Sa vie de dévouement, récompensée par de nombreuses et importantes distinctions, prend fin le 8 avril 1969.

Le comité Lyon-Saint-Quentin, communication d'Alexis Grandin.

Peu de Saint-Quentinois se souviennent de l'aide apportée par la ville de Lyon à la ville de Saint-Quentin en 1918.

Saint-Quentin avait été au centre du conflit. Pillée, dévastée, bombardée, dynamitée, sa population étant partie, il y avait à faire. C'est Édouard Herriot, sénateur-maire de la ville de Lyon, qui prit l'initiative de faire adopter Saint-Quentin par Lyon avec l'aide d'un comité saint-quentinois constitué notamment de MM. Touron, sénateur, Ringuier, député, et dont le secrétaire était Armand Seret. S'ensuivirent de nombreuses actions au bénéfice de la ville et de ses habitants : accueil, à Lyon, des malades, des vieillards et des soldats permissionnaires ; aides

à la reconstruction (école de Lyon), fourniture de matériel et secours financiers importants.

En souvenir de ce parrainage, une plaquette a été éditée avec les armes des deux villes et la mention suivante :

LUGDUNO TENACI VINCULA JUNGOR
(À LYON, UN LIEN INDESTRUCTIBLE M'UNIT)

Pour les détails, on lira avec intérêt l'article de Pierre Seret paru en 1979 dans le tome XXIV des *Mémoires* de la Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie de l'Aisne.

MARS : *Participation au Festival « Arts Nature et Traditions »* organisé par la communauté d'agglomération de Saint-Quentin.

Exposition à la galerie Saint-Jacques.

MAI : *Printemps des musées et Journée du Tourisme.*

SEPTEMBRE : *Participation aux Journées européennes du Patrimoine.*

Ouverture du Musée archéologique, par Dominique Morion.

La Symbolique saint-quentinoise : Projection et commentaires par Monique Séverin et André Triou.

NOVEMBRE-DÉCEMBRE : *Visite du Musée archéologique* par quatre classes de scolaires que Monique Séverin, André Triou et Dominique Morion se sont chargés de guider dans des travaux relatifs à l'archéologie.

Nos permanences du lundi et du mercredi sont toujours assurées de 14 h à 17 h.
Le musée peut être visité sur rendez-vous.